

## **L’Egypte de Sissi : un retour sur l’échiquier international ?**

**Par Roland Lombardi - Docteur en Histoire, Roland Lombardi est consultant indépendant en Géopolitique, analyste au sein du groupe JFC Conseil et chercheur associé à l'IREMAM (Institut de Recherches et d'Études sur le Monde arabe et musulman) de l'Université Aix Marseille. Dernière publication : Gaz naturel, la nouvelle donne ? (co-aut., éd. PUF, 2016)**

Réélu sans surprise avec 97,08 % des voix le 2 avril dernier, le président Abdel Fattah al-Sissi ne bénéficie pas, c’est le moins que l’on puisse dire, d’une quelconque sympathie chez la plupart des observateurs français. Mais, en dépit de cette « mascarade d’élection » et du « *Sissi-bashing* » ambiant des médias, de la doxa et des dogmes de certains chercheurs, pour qui tout ce qui porte un uniforme représente le diable, il serait malhonnête de dresser un tableau totalement noir de son bilan. Certes, depuis son coup de force de 2013 qui renversa le président issu des Frères musulmans, Mohammed Morsi, le maréchal Sissi, élu en 2014, s’est révélé depuis, être un véritable dictateur. Peut-être plus impitoyable que ses prédécesseurs. Néanmoins, à la différence des autocrates du passé, Sissi fait preuve, lui, d’une réelle et sincère volonté de combattre les islamistes, de protéger les coptes, de lutter contre les trafics et la corruption et enfin, de moderniser de fond en comble l’économie égyptienne. Certes, les résultats de ses réformes socio-économiques, douloureuses mais non moins vitales pour l’avenir du pays, se font attendre. Par ailleurs, les attentats secouent régulièrement l’Egypte et l’insurrection jihadiste dans le Sinaï perdure.

Sur le plan international en revanche, le président Abdel Fattah al-Sissi a mieux réussi. Après 2011 et le Printemps du Nil, l’Egypte avait en effet connu jusqu’à l’été 2013, des années de troubles internes qui ont contraint le pays à un certain retrait sur le plan international.

Ainsi, dès son coup d’Etat en juillet 2013 et surtout après son élection à la présidence en mai 2014, Sissi a eu comme priorité de redonner à l’Egypte, sa place sur l’échiquier régional.

Pour appréhender les relations internationales de l’Egypte de Sissi, il faut bien comprendre que ce dernier a fait de la lutte contre l’islam politique et son corollaire, le terrorisme jihadiste (je rappelle sa répression féroce des Frères musulmans égyptiens), la pierre angulaire de sa politique étrangère. De plus, il ne faut pas perdre de vue que Sissi, formé au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, fut longtemps le patron des renseignements militaires égyptiens. Avec un passage, au début de sa carrière, à l’ambassade d’Egypte en Arabie

saoudite, comme attaché militaire, Sissi est un fin connaisseur des arcanes des relations internationales et surtout régionales. Pragmatique, il a très vite compris que pour garder des marges de manœuvres et une certaine indépendance géostratégique, il lui fallait diversifier les soutiens financiers mais aussi militaires et stratégiques de l’Egypte.

Dès sa prise de pouvoir « musclée », la Russie et Israël furent les premiers pays à reconnaître et à soutenir Sissi, à l’inverse des chancelleries occidentales beaucoup plus prudentes et surtout très critiques vis-à-vis de son coup de force. Ainsi, depuis la reprise en main du pays par l’armée et Sissi, qui est clairement un partenaire assumé de l’Etat hébreu, les relations entre les deux pays sont sans précédent. Aujourd’hui, dans le Sinaï notamment, les militaires égyptiens et israéliens travaillent de concert pour combattre la Wilayat Sinaï, la branche égyptienne de Daesh.

Avec Moscou, les relations se sont également considérablement renforcées, offrant de nombreuses perspectives de coopération en matière économique et militaire. Et puis, avec la guerre en Syrie, Poutine s’est révélé être un puissant et fidèle soutien. Cela peut servir un jour, au cas où...

L’Arabie saoudite, dont les Frères musulmans sont la bête noire, se positionna, elle, rapidement comme un appui et surtout, comme le premier et principal soutien économique de l’Egypte, lui accordant alors plusieurs dizaines de milliards de dollars d’aide financière. Néanmoins, Sissi, ne voulant pas se retrouver trop tributaire de Riyad, se tourna vers d’autres partenaires financiers comme les Emirats arabes unis, le Koweït ou la Chine, qui investit actuellement plus de 20 milliards de dollars en Egypte.

Ainsi, même si les îlots de Tiran et Sanafir ont été rétrocédés à l’Arabie saoudite et que l’Egypte a apporté son soutien politique à l’intervention militaire sous l’égide saoudienne au Yémen, il n’en reste pas moins que Le Caire reste relativement libre de ses choix géostratégiques vis-à-vis du royaume (rétablissement des relations diplomatiques avec Damas et soutien à Assad, votes pro-russes à l’ONU dans les résolutions concernant la Syrie, volonté d’apaisement des tensions régionales avec l’Iran, avec qui l’Egypte entretient de bons contacts...). Ces zones d’ombre dans son « alliance » avec Riyad, n’empêchent pas pour autant le président égyptien d’être actuellement dans les meilleurs termes avec le jeune

prince héritier, Mohammed ben Salman, pour qui Sissi est une sorte de modèle et de mentor quant à sa lutte contre le fanatisme religieux et surtout, sa pratique autoritaire du pouvoir...

Enfin, en dépit d'un début difficile avec les Occidentaux, actuellement, les relations sont au beau fixe. Par exemple, Sissi a très vite compris que pour faire taire les critiques françaises sur ses atteintes aux Droits de l'homme, il fallait agiter un chèque sous le nez des diplomates du Quai d'Orsay (achat de 24 avions de combat Rafale). Quant aux Etats-Unis, le grand parrain, la coopération militaire américano-égyptienne a été suspendue par l'administration Obama jusqu'au début 2014. Ensuite, les relations sont peu à peu revenues à la normale (Washington ne pouvant se couper de l'Egypte). Aujourd'hui avec Donald Trump, grand ami du président Sissi, qui sera d'ailleurs un des premiers à le féliciter lors de son élection, l'Egypte est redevenue un des alliés privilégiés dans la région pour Washington mais également pour les Européens, notamment dans la lutte contre le terrorisme.

Finalement, seules les relations avec la Turquie et le Qatar, les derniers soutiens des Frères musulmans, restent tendues et difficiles.

### **Sissi et la Syrie**

Au nom de la guerre contre le terrorisme islamiste et de son rapprochement avec Moscou, Sissi s'est très vite désolidarisé, avec un certain courage, de ses partenaires sunnites et des diktats des pays du Golfe, comme ceux des Occidentaux d'ailleurs, à propos de la crise syrienne. Le président égyptien a très vite renoué, dès 2014, les relations diplomatiques avec Damas. En 2016, la visite au Caire du responsable des services de sécurité syriens, le général Ali Mamlouk, pour rencontrer Khaled Fawzy, le chef du service de renseignement général égyptien, fut très remarquée. Certains médias arabes et certaines sources ont même évoqué la présence (démentie par Le Caire) de « conseillers militaires égyptiens » et de pilotes aux côtés des forces d'Assad. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, l'Egypte est très active dans le cadre des négociations, avec la Russie, au sujet des zones de désescalade. Et effectivement, lors du siège de la Ghouta, en coulisse, des négociateurs et des diplomates égyptiens étaient bien présents, encore une fois auprès des Russes, dans les discussions avec certaines milices jihadistes notamment celles encore soutenues par les Saoudiens.

A n'en pas douter, étant un pôle important du monde arabo-sunnite (mais proche de Moscou) et ne souhaitant pas laisser la Turquie ou même l'Arabie saoudite seules dans les

pour parler en Syrie, l'Égypte sera assurément très présente dans la résolution future du conflit.

### **L'Égypte face au chaos libyen**

Partageant plus de 1 000 kilomètres de frontières avec la Libye, l'Égypte est très préoccupée par le chaos libyen qui menace sa propre sécurité interne (trafics d'armes, incursions de terroristes...). C'est pourquoi Sissi fut, avec Poutine, le premier à soutenir les forces de l'Est et le maréchal Haftar, le futur homme fort de la Libye. Ce soutien est important et se traduit par des échanges de renseignements, l'envoi d'armes et de conseillers, voire parfois de forces spéciales égyptiennes. Depuis 2014, l'aviation égyptienne y a mené plusieurs raids aériens, souvent avec les Emirats arabes unis, contre des milices islamistes.

### **Sissi et l'Afrique**

Sissi a également renforcé le rôle de son pays sur la scène africaine. L'Égypte a d'ailleurs réintégré en juin 2014 les institutions de l'Union africaine, où elle avait été suspendue après la destitution de Morsi en juillet 2013. Le 10 juin 2015, c'est encore sous l'égide de l'Égypte de Sissi que les représentants du COMESA (Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe), de la SADC (la Communauté de Développement d'Afrique australe) et de la CAE (la Communauté d'Afrique de l'Est) ont signé un important accord de libre-échange.

Par ailleurs, Le Caire est bien sûr très préoccupé par la construction, par l'Éthiopie, d'un grand barrage sur le Nil, le « Barrage de la Renaissance », susceptible d'avoir un impact négatif sur le débit du fleuve. Mais, même si Sissi montre ses muscles, notamment en renforçant grandement son armée, des rencontres bilatérales et trilatérales, avec le Soudan, permettent d'apaiser les tensions. En dépit de l'échec des dernières négociations, ce sera, à n'en pas douter, une solution diplomatique qui sera à terme privilégiée.

### **Sissi et le conflit israélo-palestinien**

Très peu évoqué, est le rôle très important joué par le président égyptien dans le dossier israélo-palestinien. Je rappelle que c'est lui qui a notamment obtenu un cessez-le-feu qui mit fin au conflit à Gaza en août 2014. L'Égypte a par ailleurs organisé, le 12 octobre 2014, au Caire, une conférence internationale pour la Palestine et la reconstruction de Gaza.

Cependant, les relations entre le Hamas et les militaires du Caire n'ont pas toujours été roses. En effet, il faut rappeler que le Hamas avait perdu un allié de poids en la personne de l'ancien président égyptien, issu des Frères musulmans, Mohamed Morsi, lorsque ce dernier fut renversé par l'armée en juillet 2013. De plus, avec le retour aux manettes des militaires et de Sissi, l'Égypte avait alors entrepris (les médias occidentaux en ont peu parlé) une lutte impitoyable contre le mouvement palestinien de Gaza avec des bombardements massifs, la destruction et l'inondation de tous les tunnels au Sud de l'enclave et enfin, la fermeture du point de passage de Rafah. Le Hamas a par ailleurs longtemps soutenu les milices jihadistes dans le Sinaï. Toutefois, très isolé politiquement, militairement et sur le plan international, le groupe terroriste palestinien a commencé à craindre d'être « débordé » par Daesh, qui a séduit de plus en plus la jeunesse arabe israélienne et palestinienne. Ainsi, la milice palestinienne a peu à peu cessé sa politique tacite et parfois contradictoire (arrestations de djihadistes à Gaza et soutien aux milices du Sinaï) pour préférer un « rapprochement », forcé et contre nature, avec l'armée égyptienne, afin tout simplement de sauvegarder son pouvoir et son leadership. C'est pourquoi, les Égyptiens ont eux aussi décidé d'établir une sorte de coopération avec le Hamas, pourtant toujours considéré comme une organisation terroriste au Caire. De fait, depuis le réchauffement de leurs relations, le point de passage de Rafah ouvre plus régulièrement. Depuis 2017, des représentations du mouvement islamiste palestinien ont donc été régulièrement reçues au Caire. Enfin, dans le but de réconcilier l'Autorité palestinienne et le Hamas, des rencontres, avec des diplomates ou des officiers des renseignements égyptiens, sont fréquemment organisées.

Lors de la reconnaissance par Donald Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël, Sissi est resté relativement discret, ne condamnant pas pour autant la décision du président américain. Mais ce qui est certain, c'est qu'actuellement, pour des raisons de prestige, le prince héritier saoudien et surtout le président égyptien, sont plus que jamais très impliqués dans les négociations actuelles, et plus ou moins secrètes, à propos du futur processus de paix israélo-palestinien, relancé par l'administration Trump.

Enfin, ces derniers jours, face à la situation à la frontière entre Gaza et Israël et en raison de ses contacts avec Jérusalem et Ramallah, Le Caire a envoyé des émissaires afin d'éviter l'escalade de la violence et trouver une solution à cette crise...

Quoi qu'il en soit, il est certain que le président égyptien souhaite, à plus ou moins long terme, instaurer en Egypte une sorte de « dictature éclairée », devenant même une sorte de modèle pour tous les autocrates en herbe de la région<sup>1</sup>. Mais le nouveau *raïs* égyptien semble tout aussi déterminé à redonner à son pays, le plus puissant militairement et le plus peuplé du monde arabe (avec près de 100 millions d'habitants), son rôle de phare du sunnisme sur la scène internationale.

---

<sup>1</sup> [https://www.huffpostmaghreb.com/roland-lombardi/monde-arabe-vers-un-printemps-des-militaires\\_b\\_19217228.html](https://www.huffpostmaghreb.com/roland-lombardi/monde-arabe-vers-un-printemps-des-militaires_b_19217228.html)